

## L'Union européenne peine à trouver un compromis sur la pollution automobile

LE MONDE | 02.10.08 | 15h01 • Mis à jour le 02.10.08 | 15h01  
BRUXELLES BUREAU EUROPÉEN

La bataille pour des voitures moins polluantes tourne à la foire d'empoigne en Europe. Les représentants des Vingt-Sept Etats membres essaient cette semaine à Bruxelles de trouver un compromis pour réduire à 120 grammes par kilomètre les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à 2012. La recherche d'un équilibre entre la défense de l'environnement et les intérêts des constructeurs automobiles s'avère cependant très délicate pour la présidence française de l'Union.

En dépit d'un accord de principe entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en juin dernier, Paris doit composer avec la très forte mobilisation du gouvernement allemand. La grande coalition au pouvoir à Berlin défend bec et ongles les intérêts de constructeurs comme Mercedes, Porsche, ou BMW, encore très éloignés des objectifs mis sur la table par la Commission européenne. Mais les conciliabules franco-allemands sur le sujet agacent les autres pays, qui espèrent, eux aussi, faire valoir leur point de vue. Certains pays de transit, comme la Belgique et le Luxembourg, qui ne disposent pas de fabricants nationaux, misent beaucoup sur la réduction des pollutions automobiles afin de tenir leurs engagements dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les voitures, qui rejettent en moyenne près de 160 grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre, sont à ce jour responsables de 14 % des émissions polluantes européennes.

### VERS UN SURSIS DE TROIS ANS ?

Pour tenter d'arracher un accord d'ici à novembre, la France suggère, dans un document diffusé cette semaine à Bruxelles, d'assouplir les projets de la Commission : seuls 60 % de la flotte seraient dans l'obligation de tenir l'ambition européenne en 2012, et 100 % en 2015. Paris propose aussi une montée en puissance graduelle des sanctions financières qui doivent frapper les fabricants incapables de tenir leurs objectifs. Des ouvertures que Greenpeace a aussitôt dénoncées : *"Pour protéger les profits d'une poignée d'industriels, la France est en train de pousser l'Europe à brader la lutte contre le dérèglement du climat"*, a expliqué l'ONG.

Pour ne rien arranger, les eurodéputés de la commission environnement ont rejeté, à la surprise générale, le 25 septembre, les amendements qui cherchaient, eux aussi, à ménager les intérêts des industriels. Le rapporteur sur ce projet, le socialiste italien Guido Sacconi, espérait pourtant être soutenu par les deux plus importants groupes parlementaires, de droite comme de gauche.

Le clivage entre défenseurs de l'environnement et partisans de l'industrie a fait exploser les rangs conservateurs et socialistes. Pour le plus grand bonheur des élus écologistes. *"Ce vote pourrait retarder l'examen du texte au Parlement"*, a regretté M. Sacconi. Plus grave pour les diplomates français, la division des deux formations-clés du Parlement risque de compliquer les négociations, déjà très difficiles, engagées sur le paquet climat-énergie.

### Philippe Ricard

Article paru dans l'édition du 03.10.08

### Le Monde.fr

» A la une  
» Le Desk  
» Opinions

» Archives  
» Forums  
» Blogs

» Examens  
» Culture  
» Economie

» Météo  
» Carnet  
» Immobilier

» Emploi  
» Voyages  
» Programme  
» Télé

» Newsletters  
» RSS  
» Le Post.fr

» Talents.fr  
» Sites du groupe

### Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%  
» Déjà abonné au journal  
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€

visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide